gouv.nt 2 évol.
FR Lb 46 43
Case FRC 14010

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

PAR LE CITOYEN BARERE,

SUR LES FACTIONS A DÉMASQUER,

Séance du 16 ventôse ;

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

CITOYENS,

Depuis un mois le comité a ſenti que la main des traîtres cherchoit à retarder la marche de la révolution, qu'ils ne pouvoient plus arrêter. Ils n'oſent plus conſpirer ouvertement, ils intriguent dans l'obſcurité ; ils ſe perdoient d'avance en ſe montrant, ils font agir des reſſorts dont l'extérieur peut tromper.

THE NEWBERRY LIBRARY

fl. Révolutions

Le comité ne vient pas aujourd'hui déchirer le voile qui couvre toutes ces viles machinations, & leurs auteurs plus vils encore : il prépare un travail qui les déjouera, & un rapport qui les exposera bientôt à l'indignation des bons citoyens.

Par la centralité & les relations journalières du gouvernement révolutionnaire, le comité connoît la France & les cours étrangères ; il connoît les relations de Londres & de Paris, les crimes froids de l'une de ces cités & les intrigues constantes ourdies dans l'autre.

En apprenant que nous ne sommes pas un instant sans conjuration, vous ne serez pas étonnés, mais plus surveillans encore. Vous ne pouvez vous dissimuler qu'avec l'Europe diplomatique & militaire coalisée, qu'avec les rois, ennemis naturels de la République, nous devons être agités au-dedans, corrompus dans ce qui nous entoure, exaspérés dans nos besoins, calomniés dans nos travaux, divisés dans nos opinions, & traversés dans nos projets.

Il y eut toujours un parti de l'étranger dans toutes les révolutions. Dans les révolutions grecques c'étoit l'or, les agens, les émissaires, les orateurs, les calomniateurs salariés par Philippe.

Dans les révolutions européanes, ce sont les trésors, les espions, les agens, les diviseurs, les diffamateurs, payés par les cours de George & de Catherine.

Dans la révolution même qui s'est faite dans ce siècle en Danemarck, en faveur du despotisme, le parti de la Russie & de l'Angleterre étoit couvert des couleurs révolutionnaires, & stipuloit pour le désordre & l'extravagance anarchiste ; il parloit de liberté & de patriotisme, & ne vouloit ni lois ni patrie.

Depuis quatre ans, nous avons vu cette conspiration secrète entre toutes les monarchies pour détruire & saper insensiblement notre liberté, tantôt par la mollesse des

mesures, tantôt par l'immoralité des moyens, tantôt en inexécutant les décrets, tantôt en les contre révolutionnant dans l'exécution : mais la liberté s'est soutenue par les efforts mêmes qu'on a faits pour la détruire ; elle est dans le cœur, dans tous les cœurs des véritables Français ; elle s'affermit par les complots déjoués de ses ennemis, comme le vent affermit la terre après les orages qui l'ont submergée.

Nous recueillons les leçons de l'histoire : nous sommes aux écoutes ; nous épions tous les agens ; nous surveillons tous les fonctionnaires. La représentation nationale dans les départemens n'est pas exempte de la surveillance gouvernante.

Nous avons des espions en Europe ; nous en avons eu un en Amérique, où nous avons connu les projets des émigrés colons & des envoyés plénipotentiaires. On ne peut pas dire un mot important que nous ne le sachions. Les conférences de Mack à Londres, & celles de Luchesini à Francfort ; la nouvelle tactique de l'esclave en uniforme, & les nouvelles intrigues britanniques dans les ports de l'Océan ; la dernière convulsion militaire de l'Autriche, & la frayeur politique des Capétiens d'Italie & d'Espagne, tout nous est connu.

Il y a de l'écho en Europe, & cet écho retentit au comité ; il nous redit le dernier mot de ces grands politiques, les complots de ces intrigans modernes, & le mot d'ordre de leurs prétendus patriotes, qui s'avisent aussi de conspirer.

Nous avons cru que nous ne pouvions ouvrir la campagne avec sûreté qu'après avoir exercé une surveillance terrible & active, après avoir fait le tour des frontières & visité l'intérieur. On déblaye les ruines de la Vendée : encore avant-hier, 500 brigands qui vouloient la ressusciter ont mordu la poussière, & dans peu de jours nous vous proposerons pour la Vendée une administration de fer, une

administration provisoire jusqu'à la paix, dans ce pays dont la presque totalité de la population est imprégnée de miasmes contre-révolutionnaires & anti-républicains.

Si Paris, qui est le centre indestructible du patriotisme & du courage qui ont fondé la République, est tous les jours inondé de petits conspirateurs; s'il ne s'y passe pas un jour sans intrigue contre-révolutionnaire, sans fausse nouvelle répandue, sans agiotage sur l'opinion, & sans corruption sur les personnes; imaginez ce que doivent être les frontières lorsque la surveillance se ralentit, ou que les intelligences avec l'ennemi voisin s'y perpétuent & s'y propagent.

Aussi, dans moins d'un mois, nous avons découvert quatre complots successifs.

Au Havre, les moyens que les commerçans & les banquiers employoient pour avilir la fortune publique, déprécier les assignats & dégoûter le peuple de la représentation nationale.

Nous connoissons maintenant la source de cette disette factice préparée par la dépréciation des assignats. Nous avons dans les mains la correspondance qui atteste ces complots : nous tenons les coupables; ils sont en marche pour être traduits au tribunal révolutionnaire.

A Lille, un homme de loi, appelé Lejosne, recevoit l'argent des aristocrates de France, & le transmettoit à l'étranger ennemi. Il correspondoit avec les émigrés, facilitoit la circulation des faux assignats & la sortie de nos marchandises. Sa tête vient de tomber sous le glaive des loix. Ses papiers sont dans nos mains, & la prudence ne permet pas encore de les produire.

A Maubeuge, un agent français étoit en correspondance avec les ci-devant nobles des départemens circonvoisins, enrôloit des grenadiers de choix pour l'ennemi, & portoit des paquets au discret Cobourg.

Les grenadiers du ci-devant régiment de Béarn, qu'il

avoit embauchés, l'ont livré aux repréſentans du peuple. Il a avoué ſes crimes ; il correſpondoit avec des Anglais à Calais ; l'un d'eux ſe nommoit *Fielding*. Il avoit donné à ces grenadiers des paquets pour Cobourg ; il lui annonçoit la diſette ; il lui envoyoit des paſſe-ports en blanc, ſignés par les autorités de France ; il envoyoit le plan du camp retranché de Maubeuge ; il annonçoit des diviſions intérieures. Ce traître a été fuſillé ; & l'Anglais Fielding s'enfuit du côté de Calais auſſi-tôt que la conſpiration fut découverte. Six accuſés ont été traduits au tribunal révolutionnaire il y a huit jours, & ils vont être jugés inceſſamment.

Enfin, à Landrecies, une lettre reçue hier nous annonce, ſur cette importante frontière, qu'une trahiſon nouvelle s'y étoit ourdie. Voici la lettre :

Le général Colaud, commandant l'armée du Nord en l'absence du général en chef, aux représentans du peuple, membres du comité de salut public de la Convention nationale. — Au quartier-général, à Réunion-sur-Oise, le 1 ventôse, l'an 2 de la République française une et indivisible.

« J'ai donné des ordres pour que l'adjudant de la place de Landrecies, prévenu de correſpondance avec l'ennemi, ſoit arrêté. J'ai envoyé de ſuite le tribunal militaire pour inſtruire cette affaire, qui tient à une ramification de conſpiration plus étendue. J'ai en main une lettre qui s'exprime ainſi :

« J'attends votre intention ; & comme vous croyez que la choſe peut être entrepriſe, je ſuis prêt à tenir mes promeſſes de huit mille louis, & vous les faire tenir de ſuite. Les commandans ſeront auſſi contentés, comme le contient la lettre.

Rapport de Barère.

» Votre ami, KURMER, commandant les avant-postes autrichiens. »

Cette lettre étoit adressée au citoyen Schmitz, adjudant de la place de Landrecies, en date du 23 février 1794, datée de Bassigi.

Nous sommes prévenus qu'il part de Londres, à certaines époques, non pas des effets, parce que le comité de salut public a pris des moyens de surveillance sur leur paiement & sur l'emploi des fonds en provenant; non pas des guinées, parce qu'elles rendroient suspects ceux qui en seroient les porteurs; mais certains effets en objets de luxe qui sont de bonne défaite parmi nous.

A Paris, chaque jour, chaque minute, on agite, on égare, on trompe le peuple sur les subsistances, on échauffe les grouppes, on fait des motions insidieuses, on ne cesse de faire des affiches dirigées contre la Convention nationale, & de lui imputer une disette qui n'est en grande partie que l'ouvrage même de ceux qui font faire ces affiches & des royalistes qui les soudoient : car c'est le royalisme qu'on veut ressusciter; ce sont ses esclaves qui s'agitent en tout sens. Il leur faut un tyran en France pour les projets des tyrans de l'Europe; car, avec une république vigoureuse, c'en est fait du royalisme européen. On va sur les routes pour éloigner les subsistances, pour faire déserter les marchés; on fait acheter des femelles des diverses espèces, pour arrêter la reproduction. Les aristocrates disent froidement : *Ils auront une famine; ils auront des épidémies*..... comme s'ils étoient à l'abri des maux dont ils parlent, s'ils se réalisoient; comme s'ils ne doivent pas en être les premiers punis, puisqu'ils en sont les principaux auteurs; comme si, enfin, les aristocrates étoient insulaires au milieu de nos besoins & des intempéries de notre climat. Oui, sans doute, ce sont des étrangers au milieu de nous, étrangers par leurs principes, plus étrangers encore par

les vœux impies qu'ils ne ceſſent de former. Mais les événemens de chaque campagne accélèrent leur jugement dernier, celui que toutes les nations libres ont rendu en ſe reſaiſiſſant de leurs droits ; banniſſement des perſonnes ennemies des lois nouvelles ; application de leurs biens aux malheureux qui ont une patrie.

Que les conſpirateurs de tout genre tremblent. Nous viendrons bientôt leur montrer les plans qu'ils exécutent, tracés à Londres par Pitt ; certaines motions faites à Paris, répétées en même temps à Londres, & des projets connus à Londres, exécutés bientôt après à côté de nous. Nous montrerons le diſcours de ce qu'on nomme encore à Londres le comte de Moyra, dans lequel ce général parle du projet dont l'exécution lui étoit confiée, de porter des ſecours & de débarquer des bataillons aux brigands de la Vendée & aux fanatiques des côtes maritimes de l'Oueſt.

Nous montrerons à nos intrigans dans les halles, & à nos révolutionnaires dans les marchés, ce propos tenu au parlement britannique, où un ariſtocrate anglais demande avidement, comme s'il parloit d'une entrepriſe commerciale ou philanthropique : *Où eſt donc cette famine que Pitt nous a promiſe pour la France ? Où ſont ces grands troubles qu'il nous avoit tant aſſurés devoir recommencer dans ce pays* ?

Anglais, auſſi immoraux que perfides, nous en appellerons bientôt aux élémens mêmes que vous avez aſſervis & à la mer déshonorée par vos crimes ; & la Nature ſe joindra à l'amour de l'humanité & au courage des républicains pour venger tant d'outrages.

Le comité a penſé qu'il devoit rechercher les cauſes & les moyens par leſquels l'étranger pouvoit tenter d'ébranler notre gouvernement & corrompre l'eſprit public, ou donner des ſecouſſes à l'opinion nationale ſur la révolution ; il s'occupe de rattacher toutes les parties

de l'administration nationale au code révolutionnaire : il faut réprimer les penchans ambitieux ou turbulens des meneurs : il faut surveiller la faction des indulgens & des pacifiques, autant que celle des prétendus insurgens; mais leur art est connu, il est déja sans effet : il faut concentrer l'autorité & l'influence de la Convention nationale, pour que son explosion & sa résistance puissent être aussi fortes que les orages & les événemens qui se préparent; il faut veiller de près tous les généraux, encourager les escadres & les armées, ne pas se lasser d'épurer les états-majors; il faut enfin faire punir tous les traîtres.

Que voient nos ennemis de l'intérieur ? ils voient que le peuple veut fortement la République avec la démocratie; que la Convention nationale va d'ensemble & est démocratique : voilà les deux grands instrumens de la révolution, instrumens qu'ils ne peuvent ni corrompre, ni briser, ni arrêter; ils veulent égarer l'un & diviser l'autre. Ils se sont jetés dans les branches secondaires, dans le système des émeutes & des agitations. C'est ainsi qu'il s'est élevé contre la représentation nationale & le peuple, qui ne doivent faire qu'un même tout, une conjuration sourde, distribuée dans tous les points, & tendant à son avilissement, quand elle ne peut la détruire. Mais, citoyens, le peuple & la Convention détruiront d'un seul coup toutes les criminelles espérances.

Quand les intrigans voient le calme dans les affaires, une marche simple & régulière dans les opérations du gouvernement & la confiance publique autour de lui, ils croient que le peuple est endormi sur ses droits & que le législateur est devenu insouciant sur son ouvrage. Alors l'on apperçoit un instant l'opinion exaspérée, de petits mécontentemens surgir, des plaintes aristocratiques se prononcer, des patriotes se désunir, les ambitions particulières s'agiter, quelques hommes sans estime réciproque s'amonceler, & croyant faire un parti parce qu'ils

parlent un jour de la même manière, ou qu'ils ſupportent avec une égale impatience le joug utile de l'opinion ou les froiſſemens des événemens révolutionnaires.

Mais bientôt le peuple paroît à la voix de ſes repréſentans, & non à la voix de quelques agens de l'étranger, & d'un ſeul mouvement ſes ennemis ſont marqués, frappés & diſparus. Ainſi s'évanouiront les hommes qui veulent tourmenter l'opinion au lieu de l'éclairer, agiter le peuple au lieu de le nourrir, l'égarer au lieu de l'aider dans ſes travaux.

Quel eſt donc l'objet de ces affiches incendiaires, de ces provocations ſéditieuſes ? Le ſecret n'eſt pas difficile à pénétrer : on veut ſauver les détenus, on veut mettre à couvert les ariſtocrates riches, on veut protéger les fortunes des ennemis connus de la révolution : on s'apitoyoit d'abord ſur les perſonnes ; mais aujourd'hui c'eſt ſur les biens, c'eſt ſur les richeſſes des royaliſtes & des contre-révolutionnaires qu'on s'attendrit.

Dans un pays infecté d'égoïſme, on ſe ſeroit peu agité pour les perſonnes, & ce genre d'intérêt ne pouvoit dominer qu'un petit nombre d'amis ou de partiſans. Mais auſſitôt que le décret propoſé par Saint-Juſt pour déclarer acquis à la République les biens des ennemis reconnus de la révolution ; auſſitôt qu'un autre décret, tendant à améliorer le ſort des patriotes indigens, a été rendu, on a vu redoubler les intrigues, les agitations & les mouvemens dans les halles & dans les marchés. Aujourd'hui le comité de ſûreté générale a publié un tableau à remplir par les comités de ſurveillance, ſous leur reſponſabilité, dans le délai de huit jours, à compter du jour de ſa réception.

Demain, un pareil tableau paroîtra pour que les mêmes comités nous faſſent connoître le nombre des patriotes malheureux ou indigens dans toute la République.

Voilà le moment qu'ils ont choiſi. Chaque bien que

la Convention veut faire est entouré d'obstacles & précédé ou accompagné d'orages. On diroit que les bonnes lois, les lois populaires, ne peuvent être faites en présence du peuple & au milieu du peuple, sans être obligé de combattre lui-même & terrasser chaque fois ses ennemis & ses agitateurs.

Mais bientôt le rapport sur Chabot & les autres représentans va être fait. Les deux comités discutent dans ce moment ce rapport, & dans peu de jours il sera entendu de la Convention.

En même temps Saint-Just fera le rapport sur les moyens d'assurer le gouvernement & le bonheur du peuple contre les factions qui cherchent à l'anéantir.

Le comité a chargé un de ses membres, Saint-Just, de vous présenter au premier jour des vues sur les moyens d'assurer définitivement la représentation, le gouvernement & toutes les autorités légitimes contre les atteintes des conspirateurs & les intrigues des stipendiaires de l'étranger.

Ainsi nous dévoilerons tous les complots, nous mettrons au jour tous ces plats conspirateurs & ces aveugles motionnaires, qui ne peuvent être conduits que par l'aristocratie restée en France & les gouvernemens étrangers; car à quoi peuvent servir ces divisions, ces mouvemens, ces désorganisations brutales de l'état social? Elles ne peuvent servir qu'à l'étranger; elles ne peuvent servir qu'aux tyrans: elles ne sont donc commandées que par les rois d'Europe & par leurs valets. Mais c'est à la justice révolutionnaire à s'emparer de ces hommes coupables, de ces manouvriers conspirateurs, de ces agitateurs mercenaires.

Nous vous proposons de charger l'accusateur public du tribunal révolutionnaire d'informer, sans délai, contre les auteurs de ces affiches éversives de la représentation nationale & de ces manœuvres faites dans les marchés &

aux avenues de Paris. Nous avons mis la terreur à l'ordre du jour contre les ariſtocrates & les faiſeurs de complots contre la République ; que cette terreur entre donc dans l'ame de ces ennemis domeſtiques de leur patrie, bien plus dangereux que les émigrés fugitifs ou les ariſtocrates renfermés.

Citoyens, la campagne va s'ouvrir : déblayons le ſol de l'intérieur de tant d'intrigues, afin que nous ne puiſſions plus nous occuper que de combats & de victoires contre les ennemis étrangers.

PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ſon comité de ſalut public, décrète :

ARTICLE PREMIER.

L'accuſateur public du tribunal révolutionnaire eſt chargé d'informer, ſans délai, contre les auteurs & diſtributeurs de pamphlets manuſcrits répandus dans les halles & marchés, & qui ſont attentatoires à la liberté du peuple français & à la repréſentation nationale.

II.

Il recherchera en même temps les auteurs & agens des conjurations formées contre la ſûreté du peuple, & les auteurs de la méfiance inſpirée à ceux qui apportent des denrées & des ſubſiſtances à Paris.

III.

Il rendra compte en perſonne, dans trois jours, à la barre de la Convention nationale, des meſures qu'il aura priſes.

IV.

Le comité de ſalut public fera inceſſamment ſon rapport ſur les moyens d'aſſurer le gouvernement & le bonheur du peuple, & de le préſerver des intrigues des conſpirateurs.

Ce projet de décret eſt adopté.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.